

**BE-A0510\_000080\_002612\_FRE**

**Ministère de l'Emploi et du Travail. Inventaire  
d'archives (1887-1917) du Conseil Supérieur du  
Travail / A.-M Pagnoul**



**Het Rijksarchief in België  
Archives de l'État en Belgique  
Das Staatsarchiv in Belgien  
State Archives in Belgium**

This finding aid is written in French.

<b>DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:</b> .....	<b>3</b>
<b>Histoire du producteur et des archives</b> .....	<b>4</b>
Producteur d'archives.....	4
Archives.....	6
Acquisition.....	6
<b>Contenu et structure</b> .....	<b>7</b>
Contenu.....	7
Sélections et éliminations.....	8
Mode de classement.....	8
<b>DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS</b> .....	<b>9</b>
<b>MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL</b> .....	9
<b>INVENTAIRE D'ARCHIVES (1887-1914) DU CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL</b> .....	9
<b>LES CONSEILS DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL</b> .....	9
<b>LE CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL</b> .....	9
I. Administration.....	9
Bureau.....	9
Secrétariat.....	10
6 - 8 Instructions émanant du Conseil Supérieur du Travail.....	10
9 - 13 Correspondance échangée avec le Conseil Supérieur du Travail.....	10
Comptabilité.....	10
II. Activités du Conseil Supérieur du Travail et de ses Commissions.....	11
17 - 20 Travail des femmes, des adolescents et des enfants dans les établissements industriels.....	11
21 - 24 Durée du travail.....	11
25 - 26 Salaire minimum.....	12
27 - 30 Règlements d'atelier et publicité des salaires.....	12
31/1 - 31/2 Accidents de travail.....	13
Les Commissions.....	13
Commission de l'Industrie linière.....	13
Commission des Règlements d'atelier.....	15
Commission de l'Industrie du Bois.....	16
Commission chargée de l'examen des projets d'arrêtés relatifs à la sécurité et à la salubrité dans les établissements industriels et commerciaux.....	17
<b>CONSEILS DE PRUD'HOMMES</b> .....	17
Registres des jugements du Conseil des Prud'hommes d'Anvers (1).....	17
<b>COMMISSION ROMANDE DE LA RATIONALISATION</b> .....	17

## **Description du fonds d'archives:**

### **Nom du bloc d'archives:**

Conseil Supérieur du Travail

### **Période:**

1887 - 1931

### **Numéro du bloc d'archives:**

BE-A0510.150

### **Etendue:**

- Dernière cote d'inventaire: 56
- Etendue inventoriée: .55 m

### **Dépôt d'archives:**

Algemeen Rijksarchief / Archives générales du Royaume

## Histoire du producteur et des archives

### **PRODUCTEUR D'ARCHIVES**

Institués par la loi du 16 août 1887, les Conseils de l'Industrie et du Travail étaient établis dans toute localité où leur utilité était constatée et divisés " en autant de sections qu'il existait dans cette localité d'industries distinctes susceptibles d'être utilement représentées... ". La mission de ces Conseils était de " délibérer sur les intérêts communs des patrons et des ouvriers, de prévenir et, au besoin, d'aplanir les différends qui pourraient naître entre eux "

1

. L'organisation de ces Conseils permettait donc officiellement aux ouvriers de participer aux affaires et mettait la Belgique à la pointe du progrès social.

Cinq ans plus tard, complétant cette loi, un Arrêté royal créait, le 7 avril 1892, le Conseil Supérieur du Travail

2

. Ce Conseil permanent devenait comme le " centre d'action " des Conseils de l'Industrie et du Travail puisqu'il préparait les questions à leur soumettre et présentait ensuite au Gouvernement une synthèse de leurs avis. L'objet du nouveau Conseil était en effet de donner son opinion sur les affaires à lui soumises par le Gouvernement : rédaction ou examen de projets, préparation de solutions, sur lesquelles le Législateur se prononcerait. Le but : concilier les intérêts du capital et du travail, l'idée fondamentale qui présidait à son action étant de " rechercher loyalement et scientifiquement à quelles transformations est appelé le régime du travail par suite de l'incessante transformation des éléments essentiels du marché lui-même "

3

.

Le "Bureau" de ce Conseil avait pour rôle de préparer les discussions du Conseil et de nommer les Commissions spéciales chargées d'étudier les dossiers et de lui en faire rapport

4

. C'est ainsi qu'il créa, entre autres, les Commissions dont nous avons ici des traces :

---

1 Loi du 16 août 1887. Moniteur belge du 21 octobre 1887, n° 294. Voir ci-dessous n°1. Le Conseil Supérieur du Travail fut remplacé par un Conseil Supérieur du Travail et de la Prévoyance sociale, créé par arrêté royal du 8 novembre 1935 (Moniteur du 6 décembre) ; le texte néerlandais porte : " Instelling van een Hoogere Raad van Arbeid en van Sociale Voorzorg, ter vervanging van den Hoogere Arbeidsraad "

2 Loi du 7 avril 1892. Moniteur belge du 10 avril.

3 Lettre adressée au Conseil par le duc d'Ursel, sociologue, premier président du Conseil Supérieur du Travail, à l'occasion de son "décennaire", en 1902. Le duc d'Ursel devait mourir un an plus tard, le 15 novembre 1903. Ces lignes significatives furent lues en séance plénière du Conseil, le 5 janvier 1904. Cfr. ci-dessous n° 31.

4 La première réunion du Bureau du Conseil Supérieur du Travail eut lieu le 27 avril 1892 ; la première séance plénière, le 18 mai.

---

Commissions de l'Industrie linière, des Règlements d'atelier, de l'Industrie du Bois ; Commission chargée de l'examen des projets d'arrêtés concernant la sécurité et la santé dans les établissements industriels et commerciaux, etc.

La Commission de l'Industrie lainière fut instituée suite à une lettre du ministre de l'Industrie et du Travail, A. Nyssens, datée du 3 avril 1897

5

. Le ministre saisissait le Conseil Supérieur du Travail de requêtes émanant d'associations ouvrières de l'industrie textile, en faveur d'une réduction de la durée du travail des " personnes protégées ". Il s'agissait dès lors de modifier la loi du 13 décembre 1889, et notamment l'article 8 concernant le travail de celles-ci. La réduction des heures de travail créant, pour des raisons techniques, plus de difficultés dans l'industrie du lin que partout ailleurs, c'est sur cette industrie que la Commission spéciale concentra ses efforts.

La première séance eut lieu le 1er juin 1897 ; les suivantes s'échelonnèrent jusqu'au 9 février 1898, date à laquelle elles furent interrompues pour ne reprendre que le 26 mai 1903. Le motif de cette interruption ? Le ministre faisait procéder à une enquête approfondie par l'intermédiaire de l'Office du Travail

6

. L'étude de la Commission spéciale en prit une ampleur inattendue : tout autant qu'une étude sociale son travail devint une étude de la situation de l'industrie linière et des répercussions économiques que pourrait entraîner une modification des horaires.

Le 5 mai 1902, Arthur Verhaegen, ingénieur, Représentant démocrate-chrétien de l'arrondissement de Gand-Eeklo, déposa à la Chambre une proposition de loi tendant à modifier la loi du 15 juin 1896 sur les Règlements d'atelier et à imposer aux chefs d'entreprise l'obligation de faire connaître à leurs ouvriers, par la voie de ce Règlement, la rémunération assignée à leurs travaux.

La Section Centrale instituée par la Chambre, demanda, en vue de rédiger son propre rapport, les avis des Conseils de l'Industrie et du Travail des différentes provinces, au sujet de cette proposition de loi qui instaurait la publicité des salaires

7

. Le 2 février 1904, le ministre de l'Industrie et du Travail, G. Francotte, transmettait ces avis au Conseil Supérieur du Travail

8

qui, dès le mois suivant, constituait, pour les étudier, une Commission spéciale, dont la première séance se déroulait le 23 juin.

Rappelons enfin que les Conseils de Prud'hommes ont été institués entre autres, pour vider, par voie de conciliation ou, à défaut, par voie de jugement, les différends qui s'élèvent entre chefs d'industrie et ouvriers ou entre ouvrier eux-mêmes. Le Conseil de

---

5 Voir ci-dessous, n° 21.

6 Voir ci-dessous, n° 35. L'Office du Travail avait été institué par Arrêté royal du 12 avril 1895.

7 Voir ci-dessous, n° 51.

8 Conseil supérieur du Travail, n° 27.

Prud'hommes d'Anvers avait juridiction sur les communes de l'arrondissement judiciaire d'Anvers.

## **ARCHIVES**

### ACQUISITION

Les Archives qui font l'objet du présent inventaire ont été déposées aux Archives Générales du Royaume, en décembre 1963, par le Ministère de l'Emploi et du Travail : ce versement a été effectué grâce aux bons soins de lune F. Petit-Jean, conseiller au Service d'Etudes - Bibliothèque, Documentation, Publications -.

## Contenu et structure

### **CONTENU**

Les dossiers dont il est question ici se rapportent, en ordre principal, aux activités du Conseil Supérieur du Travail et des Commissions spéciales qu'il créa ; quelques uns aux Conseils de l'Industrie et du Travail ; trois recueils émanent du Conseil de Prud'hommes d'Anvers.

Les procès-verbaux des séances du Conseil Supérieur du Travail ont été publiés

<sup>9</sup>

. Ceux des diverses Commissions n'étaient pas nécessairement communiqués au Conseil Supérieur du Travail : " Il n'est pas dans l'usage de remettre tous les documents préparatoires au Conseil Supérieur du Travail... Même les procès-verbaux ne seront pas reproduits... "

<sup>10</sup>

. On aperçoit dès lors l'intérêt du Fonds.

Parmi les dossiers les plus intéressants, signalons ceux qui relatent les discussions de rapports au cours des séances. Signalons aussi - et peut-être surtout - le dossier concernant les modifications à apporter à la législation sur les règlements d'atelier et la publicité des salaires

<sup>11</sup>

. Il comporte notamment des requêtes de particuliers et de diverses associations

<sup>12</sup>

et les avis des Conseils de l'Industrie et du Travail des provinces d'Anvers, de Brabant, de la Flandre orientale, de Hainaut, de Liège, de Namur.

La majorité des dossiers contenus dans ce Fonds, concernent les activités du Conseil Supérieur du Travail et de deux Commissions spéciales, celle de l'Industrie linière et celle des Règlements d'atelier.

---

9 Les sessions du Conseil Supérieur du Travail ont fait l'objet de publications ministérielles : Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie, du Travail et des Travaux publics, Ministère de l'Industrie et du Travail, Ministère de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale... selon les Ministères auxquels ce Conseil a successivement ressorti.

10 Commission linière, séance du 5 décembre 1903. Voir ci-dessous n° 43.

11 Dossier 27.

12 Ainsi l'Association professionnelle des Filateurs de coton, de Gand ; l'Union belge des filateurs de lin, étoupe, chanvre et jute, Gand ; l'Association des Constructeurs mécaniciens et fondeurs en fer, Gand ; l'Association belge de Tissage ; le Comité central du Travail industriel, Bruxelles ; l'Association des Maîtres de Forges de Charleroi...

## **SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS**

Toutes les archives anciennes de ce Ministère ayant été détruites, ces Papiers constituent les seules épaves archivistiques ayant trait aux débuts de la politique du travail et de l'emploi. Avec toutefois ce correctif : il est toujours possible qu'on en découvre des éléments dans les papiers des ministres et fonctionnaires qui dirigèrent alors ces Services.

## **MODE DE CLASSEMENT**

Nous avons classé en tête du Fonds les documents se rapportant à la création des Conseils de l'Industrie et du Travail, qui a d'ailleurs précédé celle du Conseil Supérieur du Travail.

Les Papiers du Conseil Supérieur du Travail comportent des documents relatifs à son administration - Bureau, Secrétariat,... - et des documents relatifs à ses activités, la première qui lui avait été assignée lors de sa création étant l'étude des questions soulevées par l'application de la loi du 13 décembre 1889 sur le travail des personnes " protégées ". Comme nous l'avons dit, il fut appelé ensuite à traiter notamment le problème des Règlements d'atelier, question d'autant plus complexe qu'il y avait, au point de vue des salaires, étroite " corrélation entre les bases de la rémunération du travail et les modes de publicité "

<sup>13</sup>

et qu'il était difficile de séparer ce qui concernait le salaire minimum et ce qui concernait la publicité de ces salaires... Nous avons, autant que possible, groupé les sujets présentant une certaine connexité.

Les Papiers des Commissions sont d'abord ceux des Commissions de l'Industrie linière, et des Règlements d'atelier, ensuite ceux des Commissions de l'Industrie du Bois, de Sécurité et de Salubrité, et des Accidents du travail.

Viennent enfin trois registres du Conseil de Prud'hommes d'Anvers.

---

13 Conseil supérieur du Travail, séance plénière du 11 octobre 1904 au sujet des Règlements d'atelier. Voir ci-dessous n° 29.

## Description des séries et des éléments

### MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

#### *INVENTAIRE D'ARCHIVES (1887-1914) DU CONSEIL SUPERIEUR DU TRAVAIL*

##### LES CONSEILS DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL

- 1** Loi instituant le Conseil de l'Industrie et du Travail. Ostende, 16 août 1887. (Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics). Extrait du Moniteur belge du 21 octobre 1887, n° 294.  
1887-1887 10 exemplaires
- 2** Inrichtingswet der Werkrechtersraden. Brussel, 31 juli 1889. (Ministerie van Landbouw, Nijverheid en Openbare Werken). Extrait du Moniteur belge du 29 août 1889, n° 241.  
1889-1889 2 exemplaires
- 3/1** Arrêté royal concernant les opérations électorales relatives aux Conseils de l'Industrie et du Travail. Laeken, 10 mars 1893. (Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics, Direction de l'Industrie).  
1893-1893 6 exemplaires
- 3/2** Koninklijk Besluit betreffende de kiesverrichtingen der nijverheids- en werkraden. Laken, 10 maart 1893. (Ministerie van Landbouw, Nijverheid en Openbare Werken, Bestuur van Nijverheid).  
1893-1893 4 exemplaires

##### LE CONSEIL SUPERIEUR DU TRAVAIL

###### *I. ADMINISTRATION*

###### **Bureau**

- 4** Première réunion du Bureau. Procès-verbal de la séance : installation du bureau par le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et du Travail ; fixation de la date de la première assemblée plénière du Conseil (1) ; rédaction du projet de règlement d'ordre intérieur ; projet de répartition des membres du Conseil en sections, 27 avril 1892.  
1892-1892
- 5** Règlement d'ordre intérieur du Conseil Supérieur du Travail. Manuscrit et épreuves.

1 liasse

**Secrétariat****6 - 8 Instructions émanant du Conseil Supérieur du Travail**

- 6** Circulaire concernant la franchise de port accordée aux membres du Conseil, 20 juin 1892. Manuscrit et épreuves.  
1892-1892 1 liasse
- 7** Circulaire rappelant l'article 8 du Règlement intérieur concernant le renvoi des comptes rendus des séances, 26 novembre 1892.  
1892-1892 Imprimé 9 exemplaires
- 8** Circulaire rappelant aux membres la nécessité de signaler leur éventuel changement d'adresse, 17 novembre 1893. Manuscrit.  
1893-1893 1 pièce

**9 - 13 Correspondance échangée avec le Conseil Supérieur du Travail**

- 9** Correspondance notamment pour demander l'envoi de documents : procès-verbaux et rapports du Conseil, 1892-1898 (1).  
1892-1898
- 10** Lettre de A. Verhaegen (1) concernant certaines rectifications de textes à imprimer, 1893, 1904.  
1893-1904
- 11** Requêtes de A.J.B.F.R. Gallet-Miry, sténographe du Sénat de Belgique et du Conseil provincial de la Flandre orientale, pour obtenir une place de sténographe auprès du Conseil Supérieur du Travail, février 1896.  
1896-1896 1 dossier
- 12** Correspondance envoyée par le Conseil Supérieur du Travail accusant réception de documents reçus, 1892. Minute.  
1892-1892 1 pièce
- 13** Réponse du Conseil Supérieur du Travail à une demande de renseignements concernant le mode de nomination des membres, 9 janvier 1897. Minute.  
1897-1897 1 pièce

**Comptabilité**

- 14** Comptabilité générale. Demandes d'avances de fonds, à la Cour des Comptes, à prélever sur le crédit alloué au Conseil Supérieur du Travail 1892

(mai-novembre) ; 1893-1895 ; 1895-1896 ; 1908-1914 (1).  
1892-1914

- 15** Formulaires. Comptes à rendre à la Chambre des Comptes Indemnités pour frais de déplacement des membres du Conseil ou de la Commission linière, qui ne résident pas dans l'agglomération bruxelloise (1) ; états des jetons de présence des mêmes. Minutes et épreuves.
- 16** Correspondance avec l'imprimeur P. Weissenbruch : factures, notes, 1893-1894.  
1893-1894 3 pièces

## *II. ACTIVITÉS DU CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL ET DE SES COMMISSIONS*

### **17 - 20 Travail des femmes, des adolescents et des enfants dans les établissements industriels**

- 17** Composition des sections pour l'examen des questions d'application de la loi du 13 décembre 1889 concernant le travail des femmes, des adolescents et des enfants. Minute, 23 mai 1892. Imprimé, s.d.  
1889-1892 1 liasse
- 18** Motion d'ordre pour la séance plénière du Conseil du 14 novembre 1892 concernant l'application de la loi du 13 décembre 1889. 12 novembre 1892. Imprimé.  
1889-1892 9 exemplaires
- 19** Note de A. Cuttier, concernant les modifications à la loi du 13 décembre 1889, à propos du travail de nuit des enfants à partir de 13 ans : le Conseil Supérieur du Travail sollicite du Ministre l'autorisation de délibérer sur ce sujet, 17 novembre 1892.  
1889-1892 1 pièce
- 20** DR. BECOUR, Le travail des femmes et la composition d'imprimerie, Lille, 1894. Avec lettre d'envoi au duc d'Ursel, président du Conseil Supérieur du Travail, Lille, 6 janvier 1895 (1).  
1894-1895

### **21 - 24 Durée du travail.**

- 21** Lettre du Ministre de l'Industrie et du Travail, A. Nyssens, saisissant le Conseil Supérieur du Travail de requêtes émanées d'associations ouvrières de l'industrie textile, en faveur d'une réduction de la durée du travail des

personnes protégées, 3 avril 1897 (1).  
1897-1897

**22** Lettre du Ministre de l'Industrie et du Travail, A. Nyssens, transmettant au Conseil Supérieur du Travail les délibérations des Sections des Conseils de l'Industrie et du Travail en réponse au questionnaire qui leur fut adressé au sujet de la réduction des heures de travail dans l'industrie textile (1), 20 novembre 1897.  
1897-1897

**23** Nouvelle pétition du Comité des Unions professionnelles socialistes (1) pour réduire les heures de travail, adressée au Conseil Supérieur du Travail (2), Gand, 8 février 1898. Traduction en français.  
1898-1898

**24** Séance plénière du Conseil Supérieur du Travail, 23 février 1904. Excuses de membres ne pouvant assister à la séance. Procès-verbal de la séance, concluant les travaux de la Commission linière (1). Minute (2).  
1904-1904

### **25 - 26 Salaire minimum**

**25** Lettre de Ch. Morisseaux à un personnage indéterminé à propos d'une des questions à l'ordre du jour de la deuxième session du Conseil Supérieur du Travail : l'inscription, dans les cahiers des charges de l'Etat, d'une clause assurant un salaire minimum aux ouvriers (1), 23 novembre 1893.  
1893-1893

**26** Lettre du Greffier provincial du Brabant à un Conseiller, lui envoyant, à sa demande, divers comptes rendus de séances du Conseil provincial portant sur le minimum de salaire des ouvriers à inscrire dans les cahiers des charges relatifs aux travaux à exécuter pour le compte de l'administration de la province : session extraordinaire de 1892, séances du 14 juin, des 25 et 29 juillet 1893.  
1892-1893

1 liasse

### **27 - 30 Règlements d'atelier et publicité des salaires**

**27** Lettre de G. Francotte, ministre de l'Industrie et du Travail, soumettant (1) à l'avis du Conseil Supérieur, la proposition de loi n° 152 de 1902 modifiant la loi du 15 juin 1896 sur les Règlements d'atelier, notamment en ce qui concerne la publicité des salaires ; envoyant en annexe les avis des Conseils de l'Industrie et du Travail consultés dans les provinces (2) et les requêtes de diverses associations (1903-1904) (3), 2 février 1904.  
1896-1904

- 
- 28** Composition, par le Conseil Supérieur du Travail, de la Commission spéciale chargée de l'étude de la proposition de loi sur les Règlements d'atelier : réponses des personnalités pressenties à cet effet, mars 1904.  
1904-1904 9 pièces
- 29 /1** Séance plénière du Conseil Supérieur du Travail, 11 octobre 1904. Excuses de membres ne pouvant assister à la séance.  
1904-1904 6 pièces
- 29 /2** Procès-verbal de la séance. Manuscrit et épreuves.  
1 liasse
- 30** Séance plénière du Conseil Supérieur du Travail, 25 octobre 1904. Procès-verbal de la séance concluant les travaux de la Commission des Règlements d'atelier (1). Manuscrit et épreuves.  
1904-1904
- 31/1 - 31/2 Accidents de travail**
- 31 /1** Séance plénière du Conseil Supérieur du Travail, 5 janvier 1904. Excuses de membres qui ne peuvent assister à la séance.  
1904-1904 8 pièces
- 31 /2** Procès-verbal de 1ère séance : élection de deux membres de la Commission des Accidents du travail.  
1 liasse
- Les Commissions**
- Commission de l'Industrie linière***
- 32 /1** Séance du 1er juin 1897. Convocation.  
1897-1897 1 pièce
- 32 /2** Séance du 1er juin 1897. Procès-verbal de la séance. Manuscrit.  
1897-1897 1 pièce
- 32 /3** Séance du 1er juin 1897. Correspondance suite à la séance : proposition aux syndicats - et réponse de ceux-ci - concernant la réduction des salaires parallèlement à celle des heures de travail.  
1897-1897 3 pièces
- 33** Séance du 15 juin 1897. Procès-verbal de la séance : questionnaire à adresser aux Conseils de l'Industrie et du Travail. Minute.

---

	1897-1897	1 pièce
<b>34 /1</b>	Séance du 29 juin 1897. Procès-verbal de la séance. Minute. 1897-1897	1 pièce
<b>34 /2</b>	Séance du 29 juin 1897. Elaboration du questionnaire. 1897-1897	1 liasse
<b>35</b>	Enquête ordonnée par arrêté royal du 19 août 1897, qui convoque les Conseils de l'Industrie et du Travail pour une session du 15 septembre au 15 octobre. Circulaire aux membres des sections leur envoyant divers documents (1). 1897-1897	
<b>36 /1</b>	Séance du 23 novembre 1897 (1). Procès-verbal de la séance : examen des réponses des Conseils de l'Industrie et du Travail au questionnaire ; désignation de V. Brants pour en faire rapport ; souhait de visiter quelques usines ; limitation à l'industrie du lin. Minute. 1897-1897	
<b>36 /2</b>	Séance du 23 novembre 1897 (1). Correspondance suite à la séance : visite d'un établissement linier, décembre 1897. 1897-1897	
<b>37 /1</b>	Séance du 5 janvier 1898 (1). Convocations et lettre de A. Verhaegen à ce sujet, 24 décembre 1897. 1897-1898	
<b>37 /2</b>	Séance du 5 janvier 1898 (1). Procès-verbal de la séance : discussion sur la réduction des heures. Minute. 1898-1898	
<b>38</b>	Séance du 9 février 1898 (1). Procès-verbal de la séance. Minute. 1898-1898	
<b>39</b>	Deuxième note de M. Morel de Boucle-Saint-Denis, Travail dans les filatures de lin (1), février 1898. 1898-1898	
<b>40</b>	Deuxième note de M. Verhaegen, Durée du travail des personnes protégées dans les filatures de lin (1). S.d.	
<b>41 /1</b>	Séance du 26 mai 1903 (1). Convocations. 1903-1903	

- 
- 41 /2** Séance du 26 mai 1903 (1). Procès-verbal de la séance : durée du travail et sa réduction. Manuscrit et dactylographie.  
1903-1903
- 42** Troisième note de M. verhaegen, Durée du travail dans les filatures de lin. Septembre 1903. 5 pages. Imprimé.  
1903-1903 23 exemplaires
- 43** Séance du 5 décembre 1903. Procès-verbal de la séance : réduction de la durée du travail (1). Manuscrit, dactylographie.  
1903-1903
- 44 /1** Séance du 29 décembre 1903. V. BRANTS, Durée du travail dans les filatures de lin. Rapport de la Commission spéciale de l'industrie linière, p. 115-127. Epreuve (1).  
1903-1903
- 44 /2** Séance du 29 décembre 1903. Procès-verbal de la séance : réduction de la durée du travail ; comparaison avec les autres industries ; discussion du rapport de V. Brants. Manuscrit, dactylographie.  
1903-1903 2 exemplaires
- 45** Séance du 1er février 1904 (1). Procès-verbal de la séance. Manuscrit.  
1904-1904
- 46** Lettre du Secrétaire du Conseil, Armand Julin, adressant à la Commission linière le projet de rapport de Victor Brants "complété pour les autres textiles" (1). V. BRANTS, Durée du travail dans les industries du lin, du coton, du chanvre et du jute. Rapport de la Commission spéciale de l'industrie textile (lin, coton, chanvre et jute). Epreuve, s.d., p.115-135.
- Commission des Règlements d'atelier**
- 47 /1** Séance du 23 juin 1904. Lettre de G. Cooreman, président du Conseil Supérieur du Travail, à A. Julin, secrétaire, au sujet de la date de la convocation.  
1904-1904 1 pièce
- 47 /2** Séance du 23 juin 1904. Excuses de membres ne pouvant assister à la séance.  
1904-1904 1 pièce
- 47 /3** Séance du 23 juin 1904. Procès-verbal de la séance. Manuscrit et

- dactylographie.  
1904-1904 2 exemplaires
- 48 /1** Séance du 26 juillet 1904. Excuses de membres ne pouvant assister à la séance.  
1904-1904 3 pièces
- 48 /2** Séance du 26 juillet 1904. Procès-verbal de la séance. Manuscrit et dactylographie.  
1904-1904 3 exemplaires
- 49** Séance du 11 octobre 1904. Procès-verbal de la séance. Manuscrit et dactylographie.  
1904-1904 3 exemplaires
- 50 /1** Séance du 20 octobre 1904. Lettre de G. Cooreman à A. Julin, concernant certains amendements, 17 octobre 1904.  
1904-1904 4 pièces
- 50 /2** Séance du 20 octobre 1904. Procès-verbal de la séance. Manuscrit.  
1904-1904 1 exemplaire
- 50 /3** Séance du 20 octobre 1904. Suite de la séance : "Amendements nouveaux de la Commission" rédigés après et en exécution de cette séance. Dactylographie.  
1904-1904 1 exemplaire
- 51 /1** V. BRANTS, "Règlements d'atelier. Documents et rapport sommaire soumis à la Commission spéciale du Conseil Supérieur du Travail" (1). S.d., 1 fasc., 36 pages.
- 51 /2** Epreuves d'imprimerie de différents chapitres de ce fascicule.  
1 liasse
- 52** V. BRANTS, Rapport de la Commission spéciale du Conseil Supérieur du Travail sur les Règlements d'atelier. Epreuve. S.d., 7 pages.  
1 exemplaire
- 53** *Commission de l'Industrie du Bois*  
Séances des 13 et 27 janvier 1903 Procès-verbaux des séances concernant, entre autres, le travail des enfants, l'âge d'admission des jeunes gens, la question de l'apprentissage (1). Y est jointe une affiche, "modèle"? d'un "Règlement d'atelier" "Reglement der werkhuizen" pour un atelier de

menuiserie (2). S.d.  
1903-1903

***Commission chargée de l'examen des projets d'arrêtés relatifs à la sécurité et à la salubrité dans les établissements industriels et commerciaux***

- 54** Etude de modifications à apporter à la loi du 2 juillet 1899 et ses annexes, les projets d'arrêtés royaux du 30 décembre 1900 sur les conditions de sécurité et de salubrité des ouvriers du bâtiment entre autres ; avis des sections du Conseil de l'Industrie et du Travail, des Députations permanentes et des gouverneurs sur le projet d'arrêté royal se rapportant aux industries du bâtiment ; amendements apportés par la Ligue du bâtiment et des Travaux publics de Bruxelles en 1903, 1902-1903 (1).  
1899-1903

CONSEILS DE PRUD'HOMMES

*REGISTRES DES JUGEMENTS DU CONSEIL DES PRUD'HOMMES D'ANVERS (1)*

- 55 /1** année 1907 (21 mars 1907 au 5 mars 1908).  
1907-1907
- 55 /2** année 1908 (5 mars 1908 au 18 février 1909).  
1908-1908
- 55 /3** année 1909 (4 mars 1909 au 27 juillet 1910).  
1909-1909

COMMISSION ROMANDE DE LA RATIONALISATION

- 56** Lutte contre le gaspillage. Liste des publications. Genève, 1931.  
1931-1931

2 pages